

RELAFRICA 2017

5 thèmes pour éclairer votre vote

Pourquoi s'intéresser aux relations franco-africaines pour déterminer son vote dimanche ?

Tout au long de la campagne présidentielle, les débats liés à l'avenir des relations franco-africaines ont été marqués par deux thématiques : l'immigration et l'insécurité. Un leurre pour la politique Afrique du prochain président français. Une stratégie politique aussi qui se joue au détriment des réelles problématiques sur le continent et de la considération des français sur ce sujet essentiel.



Micro-trottoir : Et vous, l'avenir des relations franco-africaines, ça vous intéresse ?

Cette semaine, Relafrika 2017 vous propose un florilège non-exhaustif des thèmes qui devraient être au cœur de votre vote.

INTERVENTIONNISME MILITAIRE

En Afrique, l'armée française est engagée sur de nombreux terrains.

En Mauritanie, au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad, l'opération Barkhane mobilise près de 4000 militaires français. Sans compter les opérations extérieures (OPEX) qui ont été menées en Libye, en Centrafrique ou encore en Côte d'Ivoire.

Depuis 2011, ces OPEX ont coûté plus de 3 milliards d'euros à la France. Un rapport de la cour des comptes daté d'octobre 2016 a d'ailleurs épinglé le ministère de la défense estimant « qu'il serait utile que celui-ci ainsi que le ministère chargé du budget procèdent à une revue des dépenses devant être considérées comme supplémentaires et imputables à l'emploi des forces en OPX, ainsi que des méthodes de calcul afférentes ».

Des bases militaires ou « forces de présence » écumant aussi le continent africain. C'est le cas au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Gabon ou encore à Djibouti. Ces bases cumulent environ 3000 militaires français sur le terrain pour un coût de fonctionnement proche d'un milliard d'euros entre 2011 et 2016.

Pour Régis Essono, responsable du groupe Afrique d'EELV, « il y a une malédiction des bases militaires » à Djibouti. Selon Maki Houmed Gaba, représentant en France de l'Union pour le Salut National (USN), « ces bases financent plus de la moitié du PIB du pays alors que 60% de la population est au chômage, 30% soumise à une pauvreté relative et 40% à une pauvreté absolue ».

D'autres militaires français participent également à des opérations multinationales comme en République Démocratique du Congo (RDC), dans le Sinaï, en République de Centrafrique (RCA), au Mali, au Libéria, dans le Sahara ou encore en Côte d'Ivoire.

DEMOCRATIE

Selon le journaliste Régis Marzin, « l'une des solutions pour la France pourrait être de pousser à la qualité des processus électoraux » sur le continent. Il ajoute que « sous Hollande, la France a assumé son non-engagement pour la démocratie, en parlant uniquement de sécurité et de développement » en Afrique. Sans parler de démocratie.

En 2016, le Gabon, le Congo, le Tchad et Djibouti ont vécu des situations électorales difficiles. La France en raison de ses intérêts économiques et sécuritaires ne s'est pas exprimée fermement sur l'issue de ces résultats. Comme le concède le blogueur tchadien Makaïla Nguebla, « Idriss Déby [ndlr : président du Tchad réélu en 2016] est un allié fort et stratégique de la France ». Déby est effectivement un partenaire essentiel pour lutter contre l'instabilité de la bande sahélo-saharienne et donc de la protection des intérêts économiques de la France.

La République Démocratique du Congo devrait être le prochain enjeu électoral en Afrique francophone si l'accord du 31 décembre 2016 promettant des élections présidentielles d'ici la fin de l'année 2017, est tenu.

| ECONOMIE

Le franc CFA est fabriqué à Chamalières et à Pessac, deux villes françaises cumulant près de 100 000 habitants et régissant le système monétaire de 14 pays d'Afrique subsaharienne. Depuis quelques années, différentes voix principalement issues de la société civile réclament la suppression de cette monnaie sous différentes conditions.

Comment la France peut-elle apporter aux pays africains une aide sur le plan économique désintéressée et bilatérale ? Dans une interview accordée à Jeune Afrique, Rémy Rioux, le Directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD) a confirmé que « l'engagement de consacrer 20 milliards d'euros [par l'AFD] à l'Afrique entre 2014 et 2018 devrait être honoré ». Les fonds existent et sont importants. Reste à présent au prochain président de déterminer l'esprit dans lequel les aides au développement seront menées.

| ECOLOGIE

Le pétrole, le gaz de schiste, l'uranium etc. Nombreuses sont les entreprises françaises à lorgner sur les ressources énergétiques présentes en Afrique. Elles pourraient notamment déterminer l'avenir direct des centrales nucléaires sur le territoire français.

Areva exploite depuis 1978 des gisements d'uranium au Niger. En 2015, le groupe français a déclaré avoir exploité au Niger 546 tonnes d'uranium. En plus de ses activités d'exploitation, Areva mène aussi depuis peu « des campagnes d'exploration » au Gabon. Au total, quatre permis de recherche minière ont été accordés au groupe « pour prospecter sur les zones les plus prometteuses ».

| RESEAUX DES CANDIDATS

Les hommes de main des candidats à la présidentielle sont dans l'ombre des projecteurs médiatiques. Moins renommés, ils s'expriment plus et laissent entrevoir les possibles actions futures des candidats en Afrique.

A retrouver sur notre site internet, une série infographique intitulée « [Africalaxie](#) », ceux qui font le réseau des candidats en Afrique.

En rencontrant les équipes de campagne, nous avons pu éclaircir les programmes des candidats, retrouvez nos newsletters [ici](#).



relafrica2017.fr

© 2017, Relafrica2017, Tous droits réservés

Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit à la newsletter Relafrica2017.

Se désinscrire

Envoyé par

